

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

### **MARCHE N° CREPS-PDL-001-26**

#### **Marché de prestation de service, gardiennage des locaux du CREPS des Pays de la Loire**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DES PARTIES .....	3
2.1 Représentant du CREPS des Pays de la Loire.....	3
2.2 Représentant du Titulaire .....	3
ARTICLE 3 – LIEU D’EXECUTION .....	3
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE ET DATE D’EFFET .....	4
ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHE .....	4
6.1 Nature du prix.....	4
6.2 Révision du prix.....	4
6.3 Arrondi applicable.....	5
ARTICLE 7 – REGLEMENT DU PRIX DU MARCHE .....	5
7.1 Présentation des demandes d’acompte.....	5
7.2 Périodicité des demandes d’acompte .....	5
7.3 Facturation électronique .....	5
7.4 Délai global de paiement .....	6
ARTICLE 8 – AVANCES .....	6
ARTICLE 9 – MODALITES D’EXECUTION .....	6
9.1 Obligations liées aux prestations.....	6
9.2 Obligations liées au personnel.....	6
9.2.1 Respect de la réglementation en vigueur .....	6
9.2.2 Mesures de sécurité .....	7
9.2.3 Plan de continuité .....	8
9.3 Obligations de conseil.....	8
9.4 Obligation de confidentialité .....	8
ARTICLE 10 - ASSURANCES .....	8
ARTICLE 11 – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 12- CLAUSE DE REEXAMEN ET RETENUE DE GARANTIE .....	9
ARTICLE 13 – SANCTIONS.....	9
ARTICLE 14 – DEFAILLANCE DU TITULAIRE .....	10
ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE .....	10
ARTICLE 16 – RECLAMATIONS ET LITIGES .....	10
ARTICLE 17 – DEROGATIONS.....	11

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet le gardiennage des locaux du CREPS des Pays de la Loire, de 18h30 à 6h30, tous les jours de l'année.

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles R. 2123-1 et suivant du code de la commande publique (procédure adaptée).

## **ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DES PARTIES**

### **2.1 Représentant du CREPS des Pays de la Loire**

Le CREPS des Pays de la Loire est représenté par sa directrice, Madame Aude Reygade.

### **2.2 Représentant du Titulaire**

Pour la bonne réalisation de la mission, le Titulaire s'engage à désigner un chef d'équipe qui sera l'interlocuteur unique et direct du CREPS des Pays de la Loire pour toute la durée du marché.

Son rôle consiste à :

- Remettre à chaque membre de son équipe, au moment de leur prise de service, un planning de travail quotidien, élaboré par ses soins ;
- Vérifier que les prestations sont effectivement réalisées ;
- Communiquer toute difficulté dans l'accomplissement des tâches et notamment des problèmes d'ordre technique (fuite d'eau, etc) ou des questions de sécurité au représentant du CREPS des Pays de la Loire.

Le nom du responsable du site, désigné par le Titulaire du marché, figure dans l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 3 – LIEU D'EXECUTION**

Les prestations seront livrées et exécutées à l'adresse suivante :

CREPS DES PAYS DE LA LOIRE  
5 avenue de la Babinière  
44 240 LA CHAPELLE SUR ERDRE

## ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est conclu en application des dispositions du code de la commande publique. Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement, AE, et le bordereau de prix ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières – CCAP ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières – CCTP et ses annexes ;
- La lettre de candidature - DC1
- La déclaration du candidat - DC2
- Le règlement de consultation.

## ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHE ET DATE D'EFFET

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois reconductible trois fois.

## ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHE

### 6.1 Nature du prix

Le marché comporte :

- Une part forfaitaire dont les prestations programmées sont réglées par des prix forfaitaires détaillés dans la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire ;
- Une part à bons de commande sans montant minimum et dont le montant maximum annuel ne pourra excéder 50% de la part forfaitaire, définie par les prix unitaires détaillés dans le Bordereau des Prix.

Lorsque les prestations forfaitaires ont une durée inférieure à un mois, les montants seront calculés au prorata temporis.

### 6.2 Révision du prix

Les prix forfaitaires et unitaires du présent marché sont réputés fermes et non révisables pendant la première année d'exécution du marché, soit entre le 1<sup>er</sup> mars 2026 et le 28 février 2027.

A la fin de la période initiale, les prix sont révisables annuellement par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 (I_n/I_0)]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé

P<sub>0</sub> : Prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro »

I<sub>n</sub> : dernier indice connu au moment du renouvellement du marché

I<sub>0</sub> : indice initial connu précédent la signature du marché

L'indice INSEE appliqué est le CPF 80.10 - Services de sécurité privée.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766457>

### **6.3 Arrondi applicable**

Les coefficients de révision des prix sont calculés avec un arrondi final au millième supérieur.

## **ARTICLE 7 – REGLEMENT DU PRIX DU MARCHE**

### **7.1 Présentation des demandes d'acompte**

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers;
- Le cas échéant, le numéro SIRET;
- Le numéro de compte bancaire ou postal;
- Le numéro du marché;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires HT et, le cas échéant, diminué des réfections;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires HT, et le cas échéant, diminué des réfections;
- Le montant TTC des prestations livrées ou exécutées;
- La date de facturation.

### **7.2 Périodicité des demandes d'acompte**

Les prestations forfaitaires seront réglées sur présentation d'une demande d'acompte mensuelle correspondant aux prestations définies au CCTP.

Les prestations occasionnelles seront facturées le mois de leur réalisation avec mention à la facture correspondante.

### **7.3 Facturation électronique**

**Les factures doivent être transmises sur le site CHORUS : <https://chorus-pro.fr>.**

L'envoi des factures via Chorus Pro nécessite :

- un numéro de SIRET identifiant la structure débitrice ;
- le numéro d'engagement juridique apparaissant sur le bon de commande ou la lettre d'engagement. Ce numéro doit obligatoirement être renseigné dans le champ « engagement juridique ».

L'absence ou la saisie erronée d'une de ces données peut entraîner le rejet de la facture.

Aussi en cas de doute, le référent du CREPS des Pays de la Loire pourra confirmer le numéro de SIRET de l'établissement et/ou l'engagement juridique auquel doit être imputée la facture.

#### **7.4 Délai global de paiement**

Le CREPS s'engage après vérification de celles-ci, à effectuer le règlement des factures dans les délais et les conditions prévues en matière de comptabilité publique, soit un paiement dans un délai de 30 jours maximum, à partir de la date de réception des factures.

Au-delà de ce délai, des intérêts moratoires seront dus en application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 8 – AVANCES**

Sauf refus du titulaire mentionné dans l'Acte d'Engagement (AE), une avance peut être versée, à sa demande, dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique. Ce montant n'est pas affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire quand le montant des prestations réalisées au cours de la période initiale ou au cours d'une reconduction atteint 65% du montant du marché.

Le remboursement de l'avance devra être terminé lorsque que le montant des prestations exécutées par le Titulaire aura atteint 80 % du montant TTC du marché.

### **ARTICLE 9 – MODALITES D'EXECUTION**

#### **9.1 Obligations liées aux prestations**

Le Titulaire mettra en œuvre les prestations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire s'engage à mettre en place, en son sein, avant la date de démarrage des prestations, la structure, le personnel, et d'une manière générale, tous les moyens nécessaires à un démarrage harmonieux des prestations.

Le Prestataire réalise l'ensemble des prestations désignées au Contrat dans le cadre d'une obligation de moyens et s'engage à les exécuter conformément aux stipulations du présent CCAP, au CCTP, aux autres documents contractuels, ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux règles de l'art applicables à sa profession.

#### **9.2 Obligations liées au personnel**

##### **9.2.1 Respect de la réglementation en vigueur**

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire qui devra se conformer strictement aux dispositions du Code du travail ainsi qu'aux normes en cours et à venir.

Le Titulaire est tenu de se conformer aux lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Il est également tenu au respect des dispositions des conventions de l'organisation internationale du travail.

Le Titulaire doit s'assurer que la situation de ses employés est en conformité avec les dispositions prévues aux articles L.5221-2 à L.5222-2 et L.825-1 du code du travail.

Le Titulaire doit se conformer strictement à la loi 97—210 du 11 mars 1997 modifiée relative au renforcement à la lutte contre le travail illégal.

La proportion minimale des travailleurs à aptitude restreinte et leur rémunération (par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations du présent marché) seront conformes à la réglementation en vigueur.

Le titulaire doit s'engager à ce que les prestations soient réalisées avec les salariés employés régulièrement au regard des articles L143-3, L143-5 et L-620-3 du code du travail.

Le titulaire s'engage à reprendre les personnels conformément aux dispositions de la convention collective nationale d de prévention et de sécurité en vigueur, suivant les dispositions de l'article L-1224 – 1 du Code du Travail. La grille des personnels est annexée au CCTP.

#### 9.2.2 Mesures de sécurité

Le personnel du Titulaire est soumis à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physique à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Les parties s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectué. De la même façon, le CREPS des Pays de la Loire s'engage à ne pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

Le Titulaire devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail et celle à venir, et notamment de les doter des équipements prévus par la réglementation applicable en matière d'hygiène et de sécurité.

Le titulaire est responsable du suivi de son personnel au regard des contrôles obligatoires de la médecine du travail. Il devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouveau personnel, avant sa prise de fonction, ou au plus tard, avant la fin de la période d'essai. Tout le personnel de l'entreprise exerçant ses fonctions dans l'établissement devra être en règle vis-à-vis de la législation en vigueur. Cette mesure pourra faire l'objet d'une vérification sur demande de l'administration.

### 9.2.3 Plan de continuité

En cas de crise ou d'accidents (sanitaires, humains, technologiques ou naturels), le Titulaire s'engage à mettre en place un plan de continuité d'activité de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que l'exercice de la mission qui lui incombe en vertu du présent marché ne soit pas ou très peu affecté.

### 9.3 Obligations de conseil

Le Titulaire a un devoir de conseil s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, des risques potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport semestriel qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### 9.4 Obligation de confidentialité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du CREPS des Pays de la Loire, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

## **ARTICLE 10 - ASSURANCES**

Le titulaire du marché doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie d'assurance agréée et solvable, conformément aux articles R 231-1 et suivants du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché pour pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1240 du code Civil.

D'un commun accord entre les Parties, si la responsabilité du Prestataire est prouvée, l'indemnisation due ne saurait excéder deux (2) fois le montant annuel du Contrat, dans la limite d'un million d'euros (1.000.000€) par sinistre, et de deux millions d'euros (2.000.000€) par an, tous sites confondus ; En cas de perte des moyens d'accès confiés par le Client au Prestataire, celui-ci supportera les conséquences résultant du remplacement à l'identique des moyens d'accès dans la limite de Quinze mille euros (15.000€) pour les moyens d'accès confiés dans le cadre des prestations de surveillance humaine ; L'ensemble des montants mentionnés ci-dessus s'applique quels que soient le montant en cause et la nature des dommages. Le Prestataire ne sera en aucun cas responsable des éventuels dommages indirects ou consécutifs, tels que des pertes de bénéfices, pertes purement financières, pertes de chiffre d'affaires du Client, même si le prestataire a été informé de leur éventualité. Le Client doit indemniser et tenir le prestataire indemne de toute perte ou réclamation que le Prestataire pourrait subir ou qui pourrait être réclamée à l'encontre du Prestataire par un tiers et liées à l'utilisation, la possession ou l'accès aux

matériels, équipements, logiciels, locaux, systèmes informatiques du Client qui enfreignent les droits de ces tiers (y compris, mais sans s'y limiter, les droits de propriété intellectuelle) ...

Le titulaire du marché est tenu de présenter, au plus tard un jour franc avant la date de début d'exécution figurant au CCAP portant commencement d'exécution à la personne responsable du marché, une attestation délivrée par la compagnie d'assurance justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire, celui-ci sera réputé la prendre intégralement à sa charge.

Le titulaire est tenu d'informer l'Établissement de toute modification à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les jours qui suivent sa décision.

#### **ARTICLE 11 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées par un personnel du CREPS des Pays de la Loire au moment même de l'exécution des prestations.

**Par dérogation aux articles 22 et 23 du CCAG-FCS**, certaines vérifications des prestations se dérouleront de la manière suivante :

- Une réunion semestrielle ou en tant que besoin, pendant toute la durée du marché. Lors de cette réunion, les différents contrôles qualité seront exposés et analysés par le prestataire. Lorsqu'une prestation n'aura pas été effectuée, ou aura été exécutée de manière défectueuse, des pénalités seront appliquées dans les conditions définies à l'article 13 du présent CCAP.

#### **ARTICLE 12- CLAUSE DE REEXAMEN ET RETENUE DE GARANTIE**

Les clauses du marché et les prix pourront être modifiés par un avenant, sur proposition d'une des deux parties, après avis de la commission d'appel d'offres.

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

#### **ARTICLE 13 – SANCTIONS**

**Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS**, les pénalités suivantes s'appliquent sans mise en demeure préalable :

<b>Manquements constatés</b>	<b>Pénalités applicables</b>
Retard d'arrivée sur le poste au-delà d'une heure	150 euros par heure de retard
Prestation non réalisée (aucun agent présent sur le site pendant plus de 8 heures)	1000 euros par manquement
Prestation réalisée de manière non satisfaisante (tenue non adaptée à la fonction, comportement non respectueux des usagers...)	150 euros par constat
Non prise en compte des usages et des mesures de sécurité	200 euros par manquement

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS**, le Titulaire ne pourra bénéficier d'aucune exonération.

Le montant cumulé des pénalités ne pourra excéder 3% du montant annuel HT du Contrat. Il est entendu entre les Parties que le paiement des pénalités est libératoire.

#### **ARTICLE 14 – DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas de défaillance de la part du titulaire ou en cas de faute grave, le CREPS des Pays de la Loire peut assurer le service aux frais et risques du titulaire, par toute personne et moyen approprié.

Cette mise en régie provisoire ne pouvant dépasser 3 mois, sera précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège social du titulaire, restée sans effet dans le délai de 72 heures.

La régie provisoire cessera dès que le titulaire sera de nouveau en mesure de remplir les obligations contractuelles et dans la mesure où la déchéance n'aura pas été prononcée. Au-delà des 3 mois, si le titulaire n'est pas en mesure d'assurer ses obligations contractuelles, le contrat sera résilié pour faute dans les conditions prévues à l'article 15, mais le titulaire restant tenu de s'acquitter des frais et coût de régie jusqu'à la date de fin de la mise en régie.

#### **ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Dans le cas où les Parties ne parviendraient pas à un accord, le Prestataire pourra résilier le Contrat moyennant un préavis de trois (3) mois.

Outre les cas énoncés à l'article 32.1 du CCAG-FCS, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D8222-7 et D 8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du Titulaire.

Pour quelque motif que ce soit, la résiliation aux torts du titulaire s'effectue à ses frais et risques. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

#### **ARTICLE 16 – RECLAMATIONS ET LITIGES**

Les litiges soulevés à l'occasion du présent marché sont, en dernier ressort et à défaut d'accord amiable ou de conciliation, portés à l'initiative de la partie la plus diligente devant le tribunal administratif de Nantes.

## ARTICLE 17 – DEROGATIONS

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG-FCS par les articles correspondant cités ci-après du marché :

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	4
14.1.1	13
14.1.3	13
22	11
23	11